

Nouvelles locales du jeudi 10 décembre 2015

@rib News, 10/12/2015 | Sociétés - Des combats ont opposé toute la journée de mercredi des hommes armés non encore identifiés aux forces de l'ordre sur la colline de Gisagazuba, commune de Burambi dans la province de Rumonge nouvellement créée. La police a indiqué que deux insurgés avaient tués. Par ailleurs, quatre autres auraient été arrêtés. Par ailleurs, une fouille-perquisition ciblée a par la suite opéré sur la colline Busaga commune de Burambi et sept personnes ont été arrêtées et conduites au cachot de la police de Rumonge.

- Olivier Ndhokubwayo et Epaphrodite Ntakarutimana, deux sous-lieutenants étudiants à l'Institut Supérieur des Cadres Militaires (ISCAM) ont été arrêtés ce mercredi soir par la police militaire. Un message sur whatsapp serait à l'origine de leur arrestation comme le rapportent les autres étudiants. La nuit dernière, d'autres officiers de l'ISCAM ont refusé de dormir dénonçant l'arrestation de leurs camarades d'autant qu'ils ont un examen de deuxième session qui les attendait ce jeudi matin. Les proches des deux jeunes hommes arrêtés ainsi que les défenseurs des droits humains sont inquiets pour la sécurité des deux officiers. - Depuis le début de soirée de ce mercredi, des éléments de l'API (Appui pour la Protection des Institutions) et des militaires violentent les gens dans les rues des quartiers 4 et 6 de Ngagara en mairie de Bujumbura. Suite aux détonations de grenades et des coups de feu, des éléments de l'API sont entrés dans ces quartiers et ont commencé à intimider les habitants jusqu'à leur porter des coups pour qu'ils évacuent les rues. Un habitant témoigne qu'ils ont pu les voir se positionner dans les caniveaux, n'hésitant même pas à tirer sur ceux qui s'aventurent dehors. Encore une fois, des habitants de Ngagara ont dû passer la nuit loin de leur famille parce qu'ils ne pouvaient pas rentrer craignant d'être la cible de tirs. - La soirée de ce mercredi a été agitée dans les zones de Ngagara et Cibitoke au Nord de la capitale. Beaucoup de tirs et explosions de grenades se sont faits entendre jusque tard dans la nuit. Après les violences de la matinée dans la zone Cibitoke, des éléments de la police et de l'armée effectués des patrouilles dans les rues des quartiers Mutakura et Cibitoke jusqu'au soir. Les gens avaient peur de sortir et la circulation était coupée dans les rues de ces quartiers. Un habitant de la zone Cibitoke déclare qu'après l'assassinat des 5 jeunes ce mercredi matin, ils avaient peur de s'exposer au risque de subir le même sort. Dans la zone Buterere, non loin des zones Ngagara et Cibitoke, une personne connue sous le nom Wema Mufauame est morte à la 9ème avenue près du bar « Kumugumya ». Il a été tué par un groupe d'hommes armés non encore identifiés. Le corps sans vie d'un homme âgé a été retrouvé ce matin sur la colline de Kiyeye en commune de Rusaka de la province de Mwaro. Un berger qui a vu le cadavre dans un buisson a indiqué que le corps était reconnaissable. Il a ajouté qu'il portait des blessures à l'arme blanche et il avait le cuir arraché. La même source nous indique que la police a vite enterré le corps sans même attendre les procédures d'identification. Beaucoup de personnes sur place pensent que l'homme a été tué lundi dernier au moment où il revenait du marché dit Mu Gitaramuka en commune Rutegama de la province de Muramvya. - Un policier a été tué la nuit de ce mercredi à jeudi en commune Matana de la province de Bururi. Des témoins ont indiqué que la victime est tombée dans une embuscade tendue par des hommes armés. Selon des sources locales, le policier faisait partie des gardes du corps du directeur général de la Police Nationale du Burundi.

À Gouvernance - Les usagers des routes traversant la province Makamba sont remontés contre les policiers se trouvant sur les barrières de contrôle. Leur spécialité : le pot de vin exigé aux passants. Des témoins rapportent qu'ils profitent des fouilles opérées dans les voitures pour extorquer de l'argent à l'ensemble des passagers des véhicules. Le cas le plus récent est celui de deux jeunes garçons natifs de Mabanda arrêtés par le chef de la position policière du lycée Makamba mardi dernier. Ils ont dû payer 5.000 FBU chacun pour pouvoir continuer leur chemin. Les habitants dénoncent ces pratiques qui sont devenues quotidiennes sur les positions policières parapallées sur les axes routiers. | Droits de l'Homme - Le Burundi a célébré ce jeudi la journée internationale de la déclaration universelle des Droits de l'Homme. Le Secrétaire Général de l'ONU avait estimé que le thème de cette année serait : « En cette Journée des droits de l'homme, engageons-nous de nouveau à garantir les libertés fondamentales et à protéger les droits humains tous ». Ainsi, dans tout le pays, des séminaires ont été organisés à l'intention des chefs de service au niveau régional pour la sensibilisation au respect des droits de l'homme. Étaient particulièrement ciblés, les services occupant le domaine des Droits de l'Homme comme les tribunaux et les parquets, les corps de défense et de sécurité, les services de l'éducation et autres. L'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé le 10 décembre Journée des Droits de l'homme en 1950 (résolution 423 (V)) afin de promouvoir auprès de tous les peuples la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, idéal commun à atteindre par tous et par toutes les nations. | Sociétés - La communication sur mobile est très chère et perturbée au Burundi dans ces derniers jours. Les abonnés des entreprises de communication se plaignent depuis quelques temps que les coûts des appels téléphoniques sont très exorbitants. Un utilisateur d'une carte sim de Econet-Leo se plaint que les unités de 1.000 fbu de Econet-Leo sont très rapidement épuisées comparativement au passé, et cela se remarque également dans la consommation des mégas pour les usagers de l'internet. A part le coût élevé des consommations, les abonnés de ces compagnies se lamentent de beaucoup de perturbations au moment des appels. Selon ce même témoin, quand on reçoit un appel, il arrive des fois où on entend un autre numéro qui appelle et qui perturbe. Autre désagrément, des fois quand on reçoit un appel international, au lieu d'afficher le numéro réel d'appel on voit le numéro local, ce qui gêne les abonnés de ces compagnies de télécommunications mobiles. Ceux qui tentent d'expliquer les raisons de ces coûts élevés des communications pensent aux charges fiscales imposées qui seraient élevées pour ces entreprises qui se rabattent sur l'augmentation des prix à imposer aux abonnés. Il y a trois jours, des informations ont circulé sur les réseaux sociaux disant que l'éconet devrait donner une grande somme au gouvernement pour permettre le fonctionnement des institutions et ainsi éviter la fermeture. Mais cette information a vite été démentie par la porte-parole de l'Office Burundais des Recettes OBR Dany Gakunzi sur son compte twitter parlant d'une formalité administrative à régler prévue par la loi relative aux procédures fiscales.